

Mot d'ouverture

Étude Afrique–Canada–Royaume-Uni : Le renforcement des capacités en science et en technologie avec des partenaires africains

Canada House
Londres, Angleterre
Le 31 janvier 2005

Maureen O'Neil
Présidente, Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Merci, Mel et David, de nous accueillir si chaleureusement à Canada House, l'endroit idéal pour organiser un atelier de deux jours sur le renforcement des capacités en science et en technologie avec des partenaires africains.

Honorables ministres, distingués invités, mesdames et messieurs, bonjour.

Je suis très heureuse d'être ici avec vous aujourd'hui. Je suis convaincue que nous vivrons deux journées de discussions stimulantes qui nous aideront à mieux cerner les façons les plus efficaces de contribuer au renforcement des capacités en science et en technologie avec des partenaires africains. Nous considérons ces capacités comme étant primordiales pour toute société désirant contrôler son propre développement grâce au savoir.

On m'a demandé de faire une petite introduction et de vous rappeler l'objectif général de cet atelier. Permettez-moi de vous dire que je suis fière de voir une si belle brochette de partenaires de l'Afrique, du Royaume-Uni et du Canada, ainsi que de représentants d'organisations comme la National Academy of Sciences des États-Unis, la Fondation Gates, la Fondation Rockefeller et d'institutions multilatérales comme l'UNESCO, la Banque mondiale et la Commission européenne.

Le Centre de recherches pour le développement international a été établi par une loi adoptée par le Parlement du Canada en 1970 en vue de contribuer au renforcement des capacités de recherche et d'innovation des pays en voie de développement. Le CRDI est une société d'État qui relève du Parlement, par l'entremise du ministre des Affaires étrangères. Il est gouverné et orienté par un Conseil des gouverneurs composé de 11 Canadiens et de 10 non-Canadiens. En règle générale, nous avons deux ou trois gouverneurs africains, plus récemment du Kenya et du Mali. Du Royaume-Uni, nous avons pu bénéficier pendant plusieurs années des précieux conseils de

sir Geoffrey Wilson, ancien secrétaire permanent du Department for International Development (ou DFID); à l'heure actuelle, nous avons la chance d'avoir Ged Davis parmi nous. Notre Conseil reflète bien la philosophie du CRDI : rassembler des gens de différents milieux et de diverses nationalités afin de travailler de concert.

Le principe de base du CRDI a toujours été qu'un pays peut se développer seulement s'il a la capacité d'utiliser la science pour aborder ses propres problèmes et prendre des décisions, souvent en ce qui concerne les politiques et l'affectation des ressources, en se fondant sur des données probantes qui ont une pertinence locale.

Notre contribution au renforcement des capacités a habituellement consisté à fournir aux chercheurs africains les ressources requises pour entreprendre par eux-mêmes la recherche, afin d'apporter des solutions pratiques aux problèmes de développement de leur propre pays. Il peut s'agir de comprendre la tolérance des cultures agricoles à la sécheresse, de prouver les effets bénéfiques liés à l'utilisation de moustiquaires de lit pour se protéger contre les moustiques porteurs de malaria, de démontrer comment organiser les systèmes de santé pour une meilleure prestation des services à la population, ou d'explorer des façons dont les technologies de l'information et de la communication peuvent apporter des bienfaits aux populations pauvres et ainsi améliorer leurs chances de développement.

De plus, nous savons bien que les chercheurs apprennent alors qu'ils s'efforcent de trouver d'importantes solutions pour leurs concitoyens. Nous avons également appuyé de la formation et la création d'institutions, mais la clé réside dans le fait d'habiliter les chercheurs africains à entreprendre le travail par eux-mêmes, et dans le contexte de l'application des résultats; cela me semble encore d'une importance capitale.

Au besoin, et habituellement à la demande de nos partenaires africains, nous avons également financé de la recherche effectuée en collaboration par des chercheurs canadiens et africains.

Je crois que l'on peut tirer quelques leçons de base du fond commun d'expérience des personnes présentes – et que cela reviendra tout au cours de cet atelier :

- Premièrement, les initiatives de renforcement des capacités en S-T venant de l'extérieur doivent répondre à des besoins clairement exprimés par chaque pays. L'appui doit être adapté en fonction des besoins et des circonstances.
- Deuxièmement, les agents de l'extérieur doivent coordonner leurs efforts plus efficacement que par le passé, et ce, à l'intérieur du cadre défini par chaque pays.
- Enfin, les innovations sociales, scientifiques et techniques doivent aller de pair si on veut que les sociétés tirent profit de la S-T.

Avant de présenter l'objectif général et les objectifs particuliers de l'atelier, permettez-moi de le replacer dans le contexte des activités qui ont cours dans divers milieux.

L'atelier prend sa source dans des discussions qui ont eu lieu en juin 2003 entre le CRDI, les hauts-commissariats d'Ottawa et de Londres et le DFID. Ces consultations se sont déroulées avant que le CRDI compare devant un comité de la Chambre des communes du Royaume-Uni chargé de se pencher sur l'utilisation de la science dans la politique de développement international du pays.

Pourquoi l'Afrique, le Canada et le Royaume-Uni ?

L'appui au développement de l'Afrique est une priorité des plans d'action en développement international du Royaume-Uni comme du Canada. Les deux pays se sont engagés, par l'entremise du G8, à appuyer le Plan d'action du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (ou NEPAD). Le Royaume-Uni a lancé une initiative de taille en créant la Commission pour l'Afrique; le Canada est fier que son ministre des Finances soit l'un des commissaires, de pair avec le chancelier du Royaume-Uni, des ministres africains et d'autres collègues.

Depuis de nombreuses années, le milieu africain de la recherche travaille en partenariat avec des institutions du Royaume-Uni et du Canada grâce à divers mécanismes allant de la collaboration entre universités aux partenariats public-privé en santé et en agriculture, en passant par les réseaux de recherche. Le programme du NEPAD comporte l'établissement de partenariats avec, entre autres, le DFID, le CRDI, l'Agence canadienne de développement international (ou ACDI) et la Royal Society of London, ainsi que des relations avec les échelons supérieurs du Plan d'action pour l'Afrique du G8.

Le Royaume-Uni et le Canada explorent actuellement les façons les plus efficaces de jumeler leurs capacités en S-T avec l'aide au développement, de façon à ce que les partenaires africains puissent en tirer le maximum sur les plans des résultats de recherche et du renforcement des capacités. Sir David King, le conseiller scientifique en chef du Royaume-Uni, et Arthur Carty, le conseiller national en sciences du Canada (tous deux présents aujourd'hui), sont les leaders pour leur pays respectif, et ils nous adresseront la parole cet après-midi.

En fait de contributions à cette exploration, je sais que le Royaume-Uni, et plus précisément le DFID, s'est doté d'un nouveau cadre de consultations en recherche. Je souligne également l'apport du comité de la Chambre des communes chargé d'examiner le rôle de la S-T dans le développement international. Je tiens également à vous dire que nous sommes ravis que le DFID ait nommé un conseiller scientifique en chef, et doublement ravis que cette personne ait la réputation internationale et l'expérience de Gordon Conway.

Au Canada, le CRDI et l'ACDI consolident leurs relations et initiatives respectives au service des capacités africaines : l'ACDI appuie le centre d'excellence Biosciences Eastern and Central Africa situé à Nairobi, plus précisément à l'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI). Le CRDI appuie le plan d'action en S-T du NEPAD, ainsi

que le Réseau d'études sur la politique technologique africaine. Nous en apprendrons davantage sur ces travaux au cours des deux prochaines journées.

Ainsi, nous avons énormément en commun. Nous croyons en l'Afrique, nous appuyons les initiatives dirigées par l'Afrique et nous sommes engagés à long terme envers le développement de l'Afrique de même qu'envers le rôle de la S-T dans ce développement.

L'objectif général de cet atelier est de réunir des experts, des artisans des politiques, des usagers ainsi que les milieux de la recherche de l'Afrique, du Royaume-Uni et du Canada afin de discuter des façons de travailler plus efficacement au renforcement des capacités en S-T avec des partenaires africains.

Plus particulièrement, nos objectifs sont les suivants :

- Déterminer quelles sont les bonnes pratiques, et tirer profit des leçons qu'on peut tirer des mécanismes de renforcement des capacités en S-T en Afrique.
- Tirer des conclusions quant aux meilleures façons d'aborder le renforcement des capacités à l'avenir.
- Déterminer la meilleure façon d'organiser les structures, l'administration et les mesures incitatives internes afin de maximiser le renforcement des capacités en Afrique.
- Fournir des données pouvant éclairer les décideurs de l'Afrique, du Canada et du Royaume-Uni, ainsi que les tribunes multilatérales.

Nous avons devant nous de la matière d'un grand intérêt. En votre nom, permettez-moi de remercier les organisateurs, y compris mes collègues du CRDI, le Haut-Commissariat de Grande-Bretagne au Canada, le DFID et l'Office of Science and Technology du Royaume-Uni. Enfin, je désire tout particulièrement remercier le Haut-Commissariat du Canada de sa généreuse hospitalité, son appui et la splendeur de Canada House, un joyau du Canada.